
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MAI 1922.

BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. RICHARD.

MESSIEURS,

Le projet de budget du corps de gendarmerie pour l'année 1922 s'élève à la somme de 50,707,085 francs; ces chiffres, comparés aux crédits alloués pour l'exercice 1921, accusent une diminution de 4,896,915 francs.

*
* *

En 1914, le corps comprenait :

- 1 colonel;
- 5 majors;
- 32 capitaines;
- 46 lieutenants et sous-lieutenants.

Soit 78 officiers pour 4,280 gradés et gendarmes, ce qui donne 1 officier supérieur pour 15 officiers et 1 officier subalterne pour 53 hommes.

En 1922, les effectifs organiques accusent :

- 14 officiers supérieurs (non compris l'officier supérieur hors cadre);
- 125 officiers subalternes;
- 6,159 gradés et gendarmes.

(1) Budget, n° 24^{VI}.

(2) La Commission spéciale présidée par M. Pirmez, était composée de :

1) des membres de la *Commission permanente de la Défense Nationale* MM. Pirmez, président, Berloz, Bovesse, Brifaut, Buyt, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Ernest, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Mathieu, Pierco, Richard, Vandemeulebroucke, Vandervelde et Van Hooek.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. Janson, de Gérardon, Raemdonck, Houssiaux, Cocq et Richard.

La proportion des officiers supérieurs par rapport au nombre des officiers subalternes est de 1 officier supérieur pour 9 officiers subalternes ; celle des officiers subalternes par rapport à la troupe est de 1 officier pour 30 hommes.

*
* *

En portant son attention sur de nombreux points, votre Commission a été amenée à poser à M. le Ministre de la Défense Nationale quelques questions auxquelles le chef du département intéressé a bien voulu répondre ; ces questions, avec des réponses y faisant suite, figurent en annexe au présent rapport.

Il résulte d'une de ces réponses que la mise à pied de toutes les brigades à cheval est adoptée en principe ; la même réponse ajoute que la mise en application de cette mesure entraînera inversement l'augmentation de l'effectif des forces mobiles.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement envisage, dès à présent, une diminution de 130 chevaux par suite de la transformation immédiate de 14 brigades à cheval.

Après un mûr examen de la question, votre Commission a estimé que, si on peut admettre que les chevaux ne sont pas absolument indispensables dans les brigades ordinaires et dans les brigades chef-lieux de district installées dans la région purement agricole, elle trouve que, d'autre part, il est nécessaire de maintenir dans les effectifs de la gendarmerie, un noyau d'anciens gendarmes à cheval dont l'expérience professionnelle aura pour heureux effet de contribuer à écarter en temps de trouble ou d'effervescence, tout moyen d'action qui pourrait être interprété comme étant une provocation.

*
* *

Afin de faire face aux nécessités du moment, il a été prélevé 750 hommes sur les unités de l'intérieur du pays, savoir :

Cercles d'Eupen et de Malmédy	160
Renfort des brigades frontières	100
Postes installés dans certaines localités	50
Régions dévastées	120
Allemagne occupée	340

Dans ces conditions, la Commission estime que le Gouvernement doit maintenir dans toute leur vitalité les forces de gendarmerie aussi longtemps qu'une loi n'aura pas mis à la disposition des autorités les forces de police résultant jadis de l'organisation de la garde civique.

*
* *

Une Section a exprimé le vœu de voir réduire les exercices militaires en province ; il convient, à ce propos, de rester dans une juste mesure.

L'escadron d'instruction dégourdit les jeunes gendarmes ; les forces mobiles et les grandes brigades chefs lieux de district complètent l'instruction militaire et judiciaire ; les brigades rurales forment le gendarme.

Il est à considérer que l'instruction militaire prend peu de temps en province ; un exercice à pied, deux exercices à cheval par semaine, chacun d'un quart d'heure à vingt minutes, temps absolument nécessaire pour entretenir les connaissances du personnel et empêcher que les gendarmes ne se transforment en gardes-champêtres, telles sont les prescriptions.

Pour éviter les abus, toutes les brigades ont un tableau de travail auquel chacun doit se conformer.

* * *

La Commission estime que la présence de chiens policiers dans la gendarmerie répond à une nécessité réelle dans les brigades rurales ; en conséquence, elle se prononce, à l'unanimité, pour le maintien du crédit destiné à assurer l'indemnité pour entretien de chiens policiers.

* * *

Sous bénéfice des observations ci-dessus, votre Commission vous propose l'adoption du budget pour 1922.

Le Rapporteur,

GÉNÉRAL RICHARD.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



ANNEXE

Questions posées par la Commission chargée de l'examen du budget du Corps de la gendarmerie pour l'exercice 1922.

1^{re} QUESTION.

La Commission exprime le désir de voir réduire le nombre des brigades à cheval et de les remplacer par des brigades à pied.

RÉPONSE.

La mise à pied de toutes les brigades à cheval est adoptée en principe.

Dès à présent, on peut envisager une diminution de 150 chevaux par suite de la transformation en brigades à pied de 14 brigades à cheval.

Il y a lieu de noter cependant que la mise en application de cette mesure entraînera inversement l'augmentation de l'effectif des forces mobiles.

2^e QUESTION.

Combien le Corps compte-t-il de cavaliers et comment ceux-ci sont-ils répartis? (Brigade à cheval, forces mobiles.)

RÉPONSE.

Le Corps compte organiquement 2,295 cavaliers (non compris les officiers) répartis comme suit :

Brigades à cheval	}	Chefs-lieux de district	960
		Rurales	207
Forces mobiles			600
Légion mobile			251
Dépôt (Escadron d'instruction, Dépôt de remonte, Services de l'État-Major)			235
Maréchaux-ferrants			40
Total			2,293 cavaliers.

3^e QUESTION.

Quelles sont les attributions du lieutenant général inspecteur?

RÉPONSE.

1^o L'inspecteur général de la gendarmerie est placé sous les ordres directs du Ministre de la Défense Nationale; il a sa résidence à Bruxelles.

2° Il exerce sa haute surveillance sur tout le personnel, sur le service, sur l'administration intérieure, sur l'instruction, sur la discipline et sur la tenue du Corps de la gendarmerie.

3° Sa mission consiste de plus à assurer les progrès techniques de la gendarmerie et à préconiser toutes mesures qu'il juge utile pour que le Corps de la gendarmerie conserve les qualités militaires qui caractérisent une troupe solide. En conséquence :

a) Il tient une documentation aussi complète que possible au sujet des progrès réalisés en Belgique et par les pays étrangers en tout ce qui concerne cette technique :

b) Il est chargé de la direction des travaux relatifs à l'élaboration et à la mise à jour de tous les règlements et instructions concernant l'organisation, le recrutement, la technique, l'armement, l'outillage et le matériel de la gendarmerie.

Il soumet au Ministre les projets élaborés.

Il suit l'application de ces règlements et instructions, étudie et propose toutes les modifications qu'il paraît utile d'y apporter ;

c) Il procède à toutes les études relatives au service spécial de la gendarmerie et soumet à cet égard ses propositions au Ministre.

Il peut être chargé de l'exécution des projets approuvés par le Ministre.

4° L'inspecteur général de la gendarmerie tient l'ordre de bataille des officiers de la gendarmerie. Il transmet au Ministre, avec ses avis et considérations, les rapports et propositions concernant l'avancement des officiers et les désignations qu'il convient de leur assigner d'après leurs aptitudes particulières.

5° Il a, de plus, dans ses attributions, la rétrogradation de la privation du grade des sous-officiers.

6° Aux fins indiquées ci-dessus, il inspecte quand il le juge utile les divers éléments du Corps de la gendarmerie et est à la disposition du Ministre pour toute espèce de mission se rapportant à la gendarmerie.

7° Dès que le Ministre a fixé une mission à l'inspecteur général de la gendarmerie, celui-ci peut se déplacer, inopinément et à l'improviste, pour son service, sans y être préalablement autorisé et sans devoir avertir les autorités de la gendarmerie intéressées.

8° La mission accomplie, il en rend compte au Ministre par un rapport qui contient à la fois ses remarques et ses propositions.

9° Les fonctions de l'inspecteur général de la gendarmerie s'exercent sans préjudice des attributions et des responsabilités du commandant du Corps de la gendarmerie.

10° Le commandant du Corps de la gendarmerie correspond avec le Ministre de la Défense Nationale sous le couvert de l'inspecteur général de la gendarmerie. Celui-ci joint, éventuellement, ses avis et considérations.

4° QUESTION.

La Commission désirerait quelques éclaircissements au sujet des suppléments provisoires d'allocations de 2,500,000 (p. 17).

RÉPONSE.

Il s'agit d'une allocation provisoire allouée par l'A. R. du 13 août 1920 aux militaires de la gendarmerie mariés et rengagés.

Au 1^{er} février 1922, le nombre de militaires rengagés ayant droit à cette indemnité provisoire était de :

4,502 sous-officiers à raison de 480 francs par an	.	.	.	fr.	2,160,960
453 brigadiers	—	240	—	.	108,720
55 gendarmes	—	180	—	.	9,900
Soit au total.					2,279,580

Le crédit sollicité s'élève à 2,500,000 francs parce qu'un grand nombre d'hommes recrutés en 1919 devront se rengager cette année, d'où nécessité de prévoir une certaine marge dans les prévisions relatives à cette allocation.

5^e QUESTION.

La Commission demande quel est le nombre de bicyclettes dont dispose le corps ?

RÉPONSE.

Le nombre de bicyclettes donnant droit à l'indemnité, en usage dans les unités du Corps, s'élève à ce jour à 3,539; en outre, beaucoup de gradés et de gendarmes à cheval possèdent et utilisent pour le service une bicyclette achetée dans le commerce, mais ils ne perçoivent pas l'indemnité allouée de ce chef.

6^e QUESTION.

Quel est le nombre de chiens utilisés et quel est le montant de l'indemnité journalière pour l'entretien de ces animaux ?

RÉPONSE.

Le nombre de chiens policiers utilisés est de 399.

Le montant de l'indemnité est de fr. 0.50 par jour.

Toutefois, j'examine la possibilité de supprimer cette indemnité.

Un amendement réduisant le crédit prévu sera éventuellement soumis à l'examen de M. le Ministre des Finances.

7^e QUESTION.

La Commission désire être renseignée au sujet de :

1^o Nombre de fusils mitrailleurs en justification ;

2^o Nombre de mitrailleuses en justification.

RÉPONSE.

Nombre de fusils mitrailleurs en justification	.	.	.	.	2
Nombre de mitrailleuses en justification	.	.	.	.	26

8^e QUESTION.

Le nombre de 230 chevaux nécessaires pour le service de la remonte représente-t-il le complément de l'an dernier, en d'autres termes, résulte-t-il de nécessités nouvelles pour 1922?

RÉPONSE.

Les 230 chevaux prévus au projet de budget pour 1922, étaient destinés à remplacer les pertes et les déchets éventuels de l'année 1922 (morts, abattus, vendus par réforme.)

Ce chiffre ne représentait donc pas le complément de l'an dernier.

Par suite de la réorganisation en cours, cette prévision pourra être ramenée à 130 chevaux, lesquels seront acquis en Allemagne, en compte restitution.

Il en résulte que le crédit prévu pour ce poste, pourra être réduit à 390,000 fr.

Un amendement en ce sens sera soumis l'examen de M. le Ministre des Finances.

9^e QUESTION.

La Commission exprime le désir de voir décomposer le poste « Dépenses non libellées au budget » soit 1,574,000 francs.

RÉPONSE.

Par suite de certaines modifications apportées dans l'organisation du corps de la gendarmerie depuis le dépôt du projet de budget, le chiffre de 1,574,500 frs prévu pour les dépenses diverses et les dépenses imprévues non libellées au budget, peut être ramené à 1,519,800 francs.

Ci-joint un tableau donnant le nouveau détail de ces dépenses annexe I).

Un amendement sera soumis à l'examen de M. le Ministre des Finances en vue d'opérer la réduction visée ci-dessus.

10^e QUESTION.

Plusieurs membres désirent des indications complémentaires relativement au poste de 58,000 francs au sujet des « Indemnités pour frais de bureau des officiers? »

RÉPONSE.

Les indemnités fixes de bureau se décomposent comme suit :

Chef du Corps	3,600
Président du Conseil d'administration centrale	500
Commandant de la légion mobile	700
Commandant du Groupe de la légion mobile (deux)	
600 × 2	1,200
Commandant du dépôt	550
Capitaine quartier-maitre	2,000
Administrateur d'habillement	500

Commandant de groupe territorial (six) 700×6	4,200
Commandant de Compagnie (dix-huit) $1,200 \times 18$	21,600
Commandant d'escadron à la légion mobile (quatre) 700×4	2,800
Commandant de force mobile (six) 700×6	4,200
Commandant de l'escadron d'instruction	1,100
Commandant de district (59) 50×59	14,750
Commandant de l'unité chargé d'administrer le groupe des autos-canon et autos-mitrailleuses	100
Total.	57,400

Au moyen de ces indemnités, les officiers doivent faire face aux frais à résulter de l'acquisition des imprimés et fournitures de bureau nécessaires au service administratif et au personnel, des abonnements aux ordres journaliers du corps, aux ordres journaliers de la place, de l'achat et de l'entretien du mobilier, des appareils de chauffage et d'éclairage, de l'entretien des bureaux, machines à écrire, etc.

11^e QUESTION.

La Commission est unanime pour estimer que le chiffre de 379,000 francs relatif aux « Imprimés, ouvrages, registres, etc. » est particulièrement élevé; elle exprime le désir de le voir réduire.

RÉPONSE.

A la suite d'un nouvel examen, cette somme peut être réduite à 556,800 fr.

Cette réduction est comprise dans le projet d'amendement qui sera soumis à M. le Ministre des Finances, et dont il est fait mention dans la réponse à la 9^e question.

12^e QUESTION.

Est-il exact que le centre d'instruction pour sous-lieutenants sera supprimé sous peu ? Dans l'affirmative, par quel cours cet organisme sera-t-il remplacé ?

RÉPONSE.

Le centre d'instruction pour sous-lieutenants de gendarmerie sera supprimé dès la clôture de la session en cours, c'est-à-dire fin juin prochain.

Le dit centre d'instruction ne sera remplacé par aucun organisme nouveau.

Le régime d'avant-guerre sera rétabli.

Ci-après quelques détails sur la manière dont les sous-officiers de gendarmerie parvenaient, sous ce régime, au grade de sous-lieutenant :

Avant la guerre, les aspirants à la sous-lieutenance devaient avoir satisfait à l'épreuve préparatoire de l'examen A pour la sous-lieutenance ou se trouver dans les conditions exigées des candidats pour obtenir les dispenses partielles prévues à l'arrêté royal du 23 décembre 1899.

Pour être classés candidats à la sous-lieutenance, les intéressés devaient avoir subi l'épreuve à la sous-lieutenance.

Aucun cours n'était organisé en faveur des candidats à l'épreuve préparatoire de l'examen A.

Les aspirants à la sous-lieutenance qui se trouvaient à l'escadron d'instruction pouvaient suivre des cours donnés à titre gracieux par des officiers de cette unité.

Ces cours étaient facultatifs et ne donnaient droit à aucune exemption de service.

Il n'est pas possible de prévoir actuellement le rétablissement de ces cours, les aspirants à la sous-lieutenance étant tous jeunes au corps et devant nécessairement faire tous les stages indispensables à leur formation (district pour la mobilisation, compagnie pour l'administration et ensuite à la tête d'une brigade pour qu'ils puissent être jugés au point de vue aptitudes au commandement).

Si les nécessités du service le permettent, ces cours, au cas où ils pourraient être réorganisés, devraient nécessairement l'être à l'escadron d'instruction ou à la légion mobile, les autres unités ne disposant pas du cadre officiers indispensable à cette fin.

Par suite de la suppression du centre d'instruction pour sous-lieutenants de la gendarmerie, le poste de 7,500 francs prévu pour le service de l'instruction peut être ramené à 4,000 francs. Cette réduction est comprise dans le projet d'amendement qui sera soumis à M. le Ministre des Finances et dont il est fait mention dans la réponse à la 9^e question.

13^e QUESTION.

La Commission estime que le « Service de la bibliothèque » semble faire double emploi avec le « Service de l'Administration ».

RÉPONSE.

Le service de la bibliothèque ne fait pas double emploi avec le service de l'administration.

Les crédits demandés pour le service de l'administration concernent les indemnités pour frais de bureau, imprimés, fournitures, registres, etc., nécessaires pour l'administration du corps et sont distincts des crédits afférents à l'achat d'ouvrages, cartes, plans, publications, instruments destinés à alimenter la bibliothèque du corps.

Toutefois, j'ai décidé la suppression de cette bibliothèque et de réduire conséquemment le crédit de 1,500 francs, qui y était affecté pour l'exercice 1922, à 500 francs, pour couvrir les dépenses déjà engagées à ce jour.

Cette réduction est comprise dans le projet d'amendement qui sera soumis à M. le Ministre des Finances et dont il est fait mention dans la réponse à la 9^e question.

14^e QUESTION.

La Commission exprime le désir de recevoir les indications complémentaires au sujet du poste de 365,000 francs relatif au « Service sanitaire des officiers, sous-officiers et gendarmes ».

RÉPONSE.

- 1° Soins sanitaires aux gendarmes et à leurs familles ;
- 2° Intervention des médecins spécialistes de l'armée ou des médecins civils, lors de circonstances exceptionnelles ;
- 3° Frais d'acquisition des appareils ou spécialités indispensables ;
- 4° Frais d'accouchement des femmes des sous-officiers et gendarmes ;
- 5° Service pharmaceutique dans les brigades de gendarmerie situées dans les localités dépourvues de pharmacie militaire.

A titre d'indication, j'ajouterai que le total des dépenses de l'espèce pour l'année 1921 s'élève à ce jour à 346,502.41 francs.

15^e QUESTION.

L'indemnité de marche de 70,000 francs ne fait-elle pas double emploi avec l'indemnité similaire de 97,000 francs signalée à la page 9.

RÉPONSE.

L'indemnité de marche des officiers ne fait pas double emploi avec l'indemnité de déplacement et de séjour.

L'indemnité de marche est due lorsque l'officier se déplace en accompagnant des troupes, soit notamment dans les cas suivants :

a) Pour les journées de voyage, aux officiers qui accompagnent des troupes se rendant dans les camps d'instruction ou changeant de garnison ;

b) Pour toute la durée de l'absence aux officiers :

1° Qui font partie de l'armée d'occupation ;

2° Détachés avec des troupes dans un but de sécurité générale (grèves, émeutes, catastrophes, sinistres, etc.) ;

3° Qui accompagnent des troupes désignées pour remplacer temporairement dans une autre garnison, celles momentanément absentes par suite des périodes de tir ou de manœuvres ;

4° Désignés pour assister ou participer aux manœuvres d'ensemble, en dehors des camps d'instruction ;

5° D'une manière générale, aux officiers qui accompagnent des troupes cantonnées et logées chez l'habitant.

Toutefois, les officiers qui accompagnent les troupes détachées de leur garnison, pour participer à un service d'honneur, percevront l'indemnité de déplacement. (Art. 5 de l'arrêté royal du 18 novembre 1919.)

L'indemnité de déplacement et de séjour est due aux officiers et assimilés pour chaque nuit d'absence de leur résidence du chef de mission ou de tout autre déplacement de service, *effectué isolément*, tant en Belgique qu'à l'étranger. (Art. 2 de l'arrêté royal précité.)

Les indemnités de déplacement ne sont jamais cumulées avec l'indemnité de marche ou toute autre indemnité *spéciale* de séjour.

Par une décision récente, j'ai réduit dans une forte proportion le nombre d'inspections à l'improviste à effectuer par les officiers du corps de la gendarmerie.

Il s'ensuit que le crédit de 97,000 francs prévu pour les indemnités de voyages et de séjour peut être ramené à 50,000 francs.

Cette réduction sera comprise dans le projet d'amendement à soumettre à M. le Ministre des Finances et dont il est fait mention dans la réponse à la 9^e question.

16^e QUESTION.

La Commission désire posséder des renseignements complémentaires au sujet du poste de 260,000 francs affecté aux indemnités dont il est question page 9.

RÉPONSE.

Le crédit de 260,000 francs est destiné à couvrir les dépenses ci-après :

Remboursement des frais supplémentaires de transports du mobilier, des officiers, sous-officiers et gendarmes qui font mutation d'office	7,000
Indemnité de déménagement des officiers, sous-officiers et gendarmes	150,700
Frais de déplacement et de séjour des officiers de l'armée désignés comme membres des jurys d'examen de la gendarmerie	1,000
Frais de missions et de voyages des sous-officiers et gendarmes . .	1,500
Frais de transports divers, notamment ceux à rembourser à l'administration des Chemins de fer de l'Etat et à la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.	100,000

17^e QUESTION.

La Commission estime qu'il y a lieu de subdiviser le poste de 46,000 francs affecté :

- 1^o Aux frais résultant de la première installation des brigades et postes ;
- 2^o Aux traitements des officiers en non activité.

RÉPONSE.

La somme de 40,000 francs avait été prévue en août 1921, lors de l'établissement du projet de budget, en tenant compte de la réorganisation probable du corps.

Cette réorganisation ne pouvant être réalisée en 1922, le poste de 40,000 fr. prévu pour les frais de première installation des brigades et postes de gendarmerie ainsi que pour les traitements des officiers en non activité peut être ramené à 15,000 francs, se décomposant comme suit :

1 ^o Frais de première installation des brigades et postes (menus objets) fr.	5,000
2 ^o Traitements des officiers en non activité. . . .	10,000
Soit . . . fr.	15,000

Cette réduction sera comprise dans le projet d'amendement à soumettre à M. le Ministre des Finances et dont il est fait mention dans la réponse à la 9^e question.

18^e QUESTION.

La Commission désire savoir si les dépenses résultant de l'emploi de la Gendarmerie à l'armée d'occupation sont comprises dans le budget métropolitain; si, de plus, ce dernier supporte les dépenses résultant de l'emploi du personnel de Gendarmerie affecté à la région d'Eupen-Malmédy?

RÉPONSE.

Les dépenses résultant de l'emploi de la gendarmerie à l'armée d'occupation sont comprises dans le budget métropolitain.

Les dépenses résultant de l'emploi de la gendarmerie dans les cercles d'Eupen-Malmédy sont supportées également par le budget précité.



**Détail des dépenses diverses et des dépenses imprévues
non libellées au budget, 1,519,800. (Art. 1^{er} Litt. g)**

Service de l'Administration.

Indemnité fixe de bureau des officiers	»	58,000
Chauffage et éclairage des bureaux	220,000	
Frais de reliure du journal militaire officiel	500	
Imprimés destinés aux brigades	18,000	
Feuillets contrôles	250	
Feuillets matricules	300	
Registres matricules	300	
Cartons servant au classement des pièces à l'appui de la matricule	200	
Registres destinés aux facteurs	100	
Déclarations de lecture des lois militaires	50	
Fournitures de bureau des chefs de service ne percevant pas l'indemnité de bureau	6,000	
Indemnité aux Commandants de district et de cantons pour travaux préparatoires à la mobilisation (A. R. du 25 mars 1922 n° 41262)	57,725	
Registres, imprimés, etc. pour les unités nouvellement installées	10,000	
Dépenses relatives aux jurys d'examens	1,000	
Frais d'envoi de fonds	2,800	
Frais de salle de visite des médecins et service vétérinaire	2,000	
Frais de correspondance adressée à des militaires résidant à l'étranger	2,600	
Fourniture et entretien de portefeuilles destinés aux brigades	2,200	
Photographies à coller sur les feuillets matricules	300	
Cartes d'identité militaire des sous-officiers et gendarmes	200	
Communications téléphoniques à longues distances	2,275	
Ouvrages destinés aux sous-officiers et gendarmes (en 1921 il a été payé 32,000 francs de manuels).	30,000	356,800

Service des Écuries.

Frais résultant de la ferrure	97,000	
Fers, clous et objets divers	100,800	
Clous Delperrier	400	
Entretien des objets de manège	1,000	
Graisse pour pieds des chevaux	3,100	
Petits matériel d'écurie	15,500	
Éclairage des écuries	7,500	
Entretien des chariots fourragères	3,200	
Coût et entretien des sacs à avoine	2,700	
Achat de bâches pour chevaux de la brigade mobile et des forces mobiles	22,000	
Entretien des harnachements servant à l'instruction des recrues	6,000	
Frais relatifs au traitement des chevaux malades et enfouissement des cadavres	30,000	289,200

Service de l'Instruction.

Frais relatifs à l'enseignement dans le centre d'instruction pour sous-lieutenants auxiliaires de la gendarmerie et cours particuliers	2,500	
Frais d'acquisition d'objets de salle d'armes; cours de gymnastique, etc.	1,500	4,000

Service de la Bibliothèque.

Achats d'ouvrages, cartes, plans		300
Soins sanitaires aux officiers, sous-officiers et gendarmes et aux membres de leur famille		365,000
Frais d'inhumation		2,500
Indemnité de déplacement et de séjour aux officiers		50,000
Remboursement des frais supplémentaires de transports du mobilier, des officiers, des sous-officiers et gendarmes qui font mutation d'office	7,000	
Indemnité de déménagement des officiers, sous-officiers et gendarmes	150,000	
Frais de déplacement et de séjour des officiers de l'armée désignés comme membres des jurys d'examen de la gendarmerie	1,000	260,000
Frais de missions et de voyages des sous-officiers et gendarmes	1,300	
Frais de transports divers, notamment ceux à rembourser à l'Administration des Chemins de fer de l'État et à la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux	100,000	
Frais de première installation des brigades et postes	5,000	45,000
Traitements des officiers en non-activité	10,000	
Crédits pour faire face aux dépenses imprévues		119,000
		811,500

Total du litt. g. de l'article 1^{er} **1,519,800**

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1922.

BEGROOTING VAN HET KORPS DER GENDARMERIE VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RICHARD.

MIJNS HEEREN,

Het ontwerp van de begrooting van het gendarmerie korps voor het jaar 1922 bedraagt 50,707,083 frank; dit cijfer, vergeleken bij dit van het dienstjaar 1921, wijst op eene vermindering van 4,896,913 frank.

In 1914 bevatte het korps : 1 colonel, 3 majors, 32 kapiteins, 46 luitenanten en onder-luitenanten, hetzij 78 officieren voor 4,280 gegradeerden en gendarmen, wat uitkomt op 1 hogere officier voor 13 officieren, en 1 lager officier voor 33 manschappen.

In 1922 was de organieke getalsterkte :

14 hogere officieren (zonder den hoogersten officier buiten kader), 125 lagere officieren, 6,159 gegradeerden en gendarmen.

De verhouding van de hogere officieren tot het getal lagere officieren is : 1 hogere officier voor 9 lagere officieren; de verhouding van de lagere officieren tot den troep is : 1 officier voor 50 manschappen.

* * *

De Commissie heeft talrijke punten met aandacht onderzocht en heeft daaromtrent aan den Minister van Landsverdediging eenige vragen gesteld,

(1) Begrooting, n^o 24^m.

(2) De Bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Bovesse, Brifaut, Buyl, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Ernest, Fieulien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Mathieu, Pierco, Richard, Vannemeulebooucke, Vandervelde en Van Hoeck.
- 2) Zes leden door de *Afdelingen benoemd* : de heeren Janson, de Gérardon, Raemdonck, Housiaux, Cocq en Richard.

waarop het hoofd van het Departement wel heeft willen antwoorden ; deze vragen en antwoorden zijn als bijlage bij dit verslag gevoegd.

Uit een dezer antwoorden blijkt dat in beginsel werd aangenomen van al de bereden brigades onbereden brigades te maken ; hetzelfde antwoord voegt erbij dat de toepassing van dien maatregel anderzijds eene vermeerdering medebrengt van de getalsterkte der mobiele troepen.

In dien zin voorziet de Regeering van nu af reeds eene vermindering van 130 paarden tengevolge van de onmiddellijke omzetting van 14 bereden in onbereden brigades.

Na een rijp onderzoek van de quæstie oordeelde uwe Commissie dat, zoo men kan aannemen dat de paarden niet volstrekt onmisbaar zijn in de gewone brigades en in de brigades van de district-hoofdplaatsen in de landbouwstreken, het anderzijds noodzakelijk is in de gendarmerie een kern van gewezen gendarmen te paard te behouden, wier beroepsondervinding zeer te pas zal komen om in tijden van onlusten of woelingen de handelingen te beletten die zouden kunnen beschouwd worden als uitdagingen.

* * *

Ten einde in de dringendste noodwendigheden te voorzien, werden 750 manschappen afgenomen op de eenheden van het binnenland, te weten :

Kringen van Eupen en Malmedy	160
Hulptroepen der grensbrigades	100
Posten in sommige plaatsen opgericht	30
Verwoeste gewesten	120
Bezet gebied in Duitschland	340

Onder deze omstandigheden is de Commissie van gevoelen, dat de Regeering de sterkte der gendarmerie onverminkt moet handhaven zoolang de politiemacht, welke eertijds door de burgerwacht werd geleverd, krachtens eene wet, niet terug ter beschikking van de overheden wordt gesteld.

* * *

Eene Afdeeling heeft den wensch uitgedrukt, de militaire oefeningen in de provincie te verminderen ; dienaangaande dient men de juiste middelmaat te houden.

Het opleidingsescadron drilt de jonge gendarmen ; de mobiele troepen en de groote brigades der districthoofdplaatsen vullen het militair en rechterlijk onderricht aan ; de brigades van het platteland volledigen het onderricht en vormen eigenlijk den gendarm.

Men dient in acht te nemen, dat het militair onderricht in de provincie weinig tijds vergt ; eene oefening te voet, twee oefeningen te paard per week — elk van een kwart uurs tot twintig minuten — tijd welke volstrekt vereischt wordt om de kennis van het personeel op de hoogte te houden en om te beletten dat de gendarmen een soort veldwachters worden ; aldus luiden de onderrichtingen.

Ten einde de misbruiken te vermijden bezitten al de brigades eene tafel van werkzaamheden, welke door allen moet nageleefd worden.

* * *

De Commissie is van gevoelen, dat de politiehonden in de gendarmerie aan eene werkelijke behoefte beantwoorden voor de plattelandsche brigades; diensgevolge was de Commissie eenparig van oordeel dat het crediet, bestemd voor het onderhoud der politiehonden, dient gehandhaafd te worden.

* * *

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen, stelt uwe Commissie u voor, de begrooting voor 1922 goed te keuren.

De Verslaggever,

GENERAAL RICHARD.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.



BIJLAGE.

Vragen gesteld door de Commissie belast met het onderzoek der begrooting van het korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1922.

1^e VRAAG.

De Commissie drukt den wensch uit, dat het getal bereden brigades zou verminderd worden en vervangen door brigades voetvolk.

ANTWOORD.

De afschaffing van al de bereden brigades is in beginsel aangenomen.

Van nu af ziet men reeds eene vermindering van 150 paarden te gemoet ten gevolge van de vervanging van 14 bereden brigades door brigades voetvolk.

Echter dient men op te merken, dat de toepassing van dezen maatregel in omgekeerden zin aanleiding zal geven tot de vermeerdering van het effectief der mobiele troepen.

2^e VRAAG.

Hoeveel ruiters telt het Korps en hoe zijn deze verdeeld? (Brigades ruiterij, mobiele troepen).

ANTWOORD.

Het organiek cijfer voor de ruiters (de officieren niet inbegrepen) bedraagt 2,293; zij zijn verdeeld als volgt :

Bereden brigades	{ district-hoofdplaatsen	960
	{ op het platteland	207
Mobiele troepen		600
Mobiele legioen		251
Depot (opleidingseskadron, Remontedepot, Diensten van den Staf)		253
Hoefsmeden		40

Te zamen. 2,293 ruiters.

3^e VRAAG.

Welke zijn de bevoegdheden van den luitenant-generaal inspecteur?

ANTWOORD.

1^e De inspecteur generaal der Gendarmerie staat rechtstreeks onder de bevelen van den Minister van Landsverdediging; hij heeft zijn verblijf te Brussel.

2° Hij oefent het hooger toezicht uit over het geheele personeel, over den dienst, over het inwendig bestuur, over de africhting, over de tucht, en over den toestand bij het gendarmeriekorps.

3° Het is bovendien zijne taak de gendarmerie op technisch gebied steeds te verbeteren, en alle maatregelen voor te stellen die hij nuttig oordeelt om het gendarmeriekorps de militaire eigenschappen van een stevige weermacht te doen bewaren. Daarom : a) houdt hij zich zooveel mogelijk op de hoogte van alle verbeteringen, op technisch gebied, in België of in het buitenland;

b) is hij gelast met het bestuur van de werken betreffende het opmaken en het bijhouden van al de reglementen en onderrichtingen rakende de organisatie, de aanwerving, de techniek, de bewapening, de uitrusting en het materieel der gendarmerie.

Hij onderwerpt aan den Minister de uitgewerkte ontwerpen.

Hij houdt het oog op de toepassing van die reglementen en onderrichtingen, onderzoekt en stelt voor al de wijzigingen die het nuttig blijkt er aan toe te brengen.

c) bestudeert hij alles wat den bijzonderen dienst van de gendarmerie betreft en onderwerpt in dien zin zijne voorstellen aan den Minister.

Hij kan gelast worden met de uitvoering van de ontwerpen door den Minister goedgekeurd.

4° De inspecteur generaal van de gendarmerie houdt de ranglijst van de officieren der gendarmerie.

Hij geeft den Minister kennis, met zijn advies en zijne overwegingen, van de verslagen en voorstellen betreffende de bevordering van de officieren, en de aanstellingen der officieren volgens hunne bijzondere eigenschappen.

5° Hij heeft bovendien in zijne bevoegdheid het terugzetten in graad en het berooven van den graad der onderofficieren.

6° Te dien einde inspecteert hij, wanneer hij het nuttig oordeelt, de verschillende elementen van het gendarmeriekorps, en is ter beschikking van den Minister voor elke opdracht die de gendarmerie betreft.

7° Zoodra de Minister eene opdracht heeft gegeven aan den inspecteur generaal van de gendarmerie, mag deze zich onvoorzien en onverwacht, verplaatsen, zonder vooraf toelating te hebben gekregen, en zonder de betrokken gendarmericoverheden te moeten verwittigen.

8° Zijne opdracht volbracht geeft hij daarvan rekenschap aan den Minister in een verslag dat tevens zijne aanmerkingen en zijne voorstellen bevat.

9° Het ambt van den inspecteur generaal der gendarmerie wordt uitgeoefend onverminderd de bevoegdheden en de verantwoordelijkheden van den commandant van het Gendarmeriekorps.

10° De commandant van het Gendarmeriekorps houdt briefwisseling met den Minister van Landsverdediging langs den inspecteur generaal om. Deze voegt er eventueel zijn advies en zijne overwegingen bij.

4^{de} VRAAG.

Het zou de Commissie aangenaam zijn eenige verklaring te bekomen betreffende de voorloopige aanvullende credieten van 2,500,000 frank (bl. 17).

ANTWOORD.

Het geldt hier eene toelage, krachtens het K. B. van 13 Augustus 1920, voorloopig verleend aan de gehuwde en weder in dienst genomen militairen der gendarmerie.

Op 1 Februari 1922 bedroeg het getal weder in dienst getreden militairen die recht hadden op deze voorloopige vergoeding :

4,302 onderofficieren tegen 480 frank 's jaars.	fr.	2,160,960
435 brigadiers — 240 — . .		108,720
55 gendarmen — 180 — . .		9,900
Te zamen.		fr. 2,279,580

Het aangevraagde crediet bedraagt 2,500,000 frank, omdat een aanzienlijk getal in 1919 aangeworven manschappen dit jaar weder in dienst moet treden, om welke reden het noodzakelijk was een zeker overschot voor deze tegemoetkoming te voorzien.

5^o VRAAG.

De Commissie vraagt over hoeveel rijwielen het korps beschikt?

ANTWOORD.

Het getal rijwielen recht gevend op vergoeding en door de eenheden van het korps gebruikt, bedraagt heden ten dage 3,539; daarenboven bezitten tal van gegradeerden en gendarmen te paard een rijwiel dat zij in den handel hebben aangekocht en voor den dienst benuttigen, doch waarvan zij geene vergoeding ontvangen.

6^e VRAAG.

Hoeveel honden worden er benuttigd en welk is het bedrag der dagelijksche vergoeding voor het onderhoud dezer dieren?

ANTWOORD.

Het getal benuttigde politiehonden bedraagt 399.

De vergoeding beloopt 0.50 frank daags.

Er wordt echter naar de mogelijkheid gezocht om deze vergoeding af te schaffen.

Een amendement tot vermindering van het geraamde crediet zal mogelijk aan het onderzoek van den Minister van Financiën worden onderworpen.

7^e VRAAG.

De Commissie verlangt inlichtingen te ontvangen over :

1^o Het getal vereischte mitrailleuze-geweren ;

2^o — — mitrailleuzen.

ANTWOORD.

Getal vereischte mitrailleurze-geweren	2
— mitrailleurzen	26

8^{de} VRAAG.

Zijn de 230 paarden, noodig voor den remontedienst, de aanvulling van verleden jaar, met andere woorden, worden zij vereischt door nieuwe noodwendigheden in 1922?

ANTWOORD.

De 230 paarden, voorzien in het begrootingsontwerp voor 1922, waren bestemd om de gebeurlijke verliezen van 1922 te vervangen (gestorven, geslachte of wegens afkeuring verkochte paarden).

Dit cijfer was dus niet de aanvulling van verleden jaar.

Ten gevolge van de op handen zijnde herinrichting zal dit getal kunnen gebracht worden op 150 paarden, die worden aangeworven in Duitschland, op rekening van het herstel.

Daaruit vloeit voort dat het geraamde crediet kan verminderd worden tot 390,000 frank.

Een amendement in dien zin zal aan den Minister van Financiën onderworpen worden.

9^{de} VRAAG.

De Commissie drukt den wensch uit dat de post « uitgaven niet in de Begrooting opgegeven », hetzij 1,574,000 frank, nader zou togelicht worden.

ANTWOORD.

Tengevolge van zekere wijzigingen in de inrichting van het Gendarmecorps aangebracht sedert het indienen van het begrootingsontwerp, kan het cijfer van 1,574,500 frank, uitgetrokken voor de verschillende uitgaven en voor de onvoorziene uitgaven die niet zijn opgegeven in de begrooting, gebracht worden op 1,519,800 frank.

Hierbij eene tabel met omstandiger opgave van deze uitgaven (Bijlage I).

Een amendement zal aan den Minister van Financiën onderworpen worden met het oog op de hooger vermelde vermindering.

10^{de} VRAAG.

Verscheidene leden vragen nadere verklaring betreffende den post van 58,000 frank onder het hoofdstuk : « Vergoedingen wegens bureelkosten der officieren. »

ANTWOORD.

De vaste bureelonkosten worden als volgt verdeeld :

Hoofd van het korps	fr. 3,600
Voorzitter van den raad van het centraal Bestuur.	300

Commandant van het mobiele korps	Fr. 700
Commandant van den Groep van het mobiele korps (twee)	
600 × 2.	1,200
Commandant van het dépôt	330
Kapitein kwartiermeester	2,000
Beheerder van de kleeding	500
Commandant van een territoriale groep (zes) 700 × 6	4,200
Compagnie-commandant (achttien) 1,200 × 18	21,600
Eskadron-commandant bij het mobiele korps (vier) 700 × 4 .	2,800
Commandant van eene mobiele troep (zes) 700 × 6.	4,200
Commandant van het opleidingseskadron	1,100
Districtcommandant (59) 50 × 59	14,750
Commandant van de eenheid belast met het beheer van de groep	
der auto-kanonnen en auto-mitrailleurs	100
Te zamen	Fr. 57,400

Door middel van deze vergoedingen moeten de officieren de kosten bestrijden, welke voortspruiten uit den aankoop van het drukwerk en de kantoorbehoefte vereischt voor den bestuurdienst en het personeel, van de abonnementen op de dagorder van het korps en op de garnizoenorder, uit den aankoop en het onderhoud van mobilair, van verwarming- en verlichtingstoestellen, schrijfmachines, uit het onderhoud der bureelen, enz.

11° VRAAG.

De Commissie was eensgezind van gevoelen, dat het cijfer van 379,000 frank betreffende « drukwerk, boeken, registers, enz. » buitengewoon hoog is; zij drukt den wensch uit dat het verminderd worde.

ANTWOORD.

Tengevolge van een nieuw onderzoek kan deze som tot op 356,800 frank worden verminderd.

Deze vermindering is begrepen in het ontwerp van amendement dat aan den Minister van Financiën zal worden onderworpen, en waarvan sprake is in het antwoord op de 9^{de} vraag.

12° VRAAG.

Is het juist dat het centrum tot opleiding der onderluitenanten eerlang zal worden afgeschaft? Zoo ja, door welken leergang zal dit organism worden vervangen?

ANTWOORD.

Het centrum tot opleiding der onderluitenanten der gendarmerie zal worden afgeschaft bij het sluiten van dit leerjaar, dat is einde Juni a. s.

Dit centrum zal door geen ander organism worden vervangen.

Het vóóroorlogsche stelsel zal terug worden ingevoerd.

Wij geven hier enkele inlichtingen over de wijze waarop de onderofficieren der gendarmerie, onder deze regeling, den graad van onderluitenant bekwamen :

Vóór den oorlog, moesten de aspirant-onderluitenen, aan de voorbereidende proef van het examen A, voor het onderluitenantschap hebben voldaan ofwel in de noodige vereischten verkeer, die aan de kandidaten werden opgelegd om de gedeeltelijke ontslagingen te bekomen, voorzien bij het Koninklijk besluit van 23 December 1899.

Om als candidaat-onderluitenant geklasseerd te worden, moesten de belanghebbenden de proef voor het onderluitenantschap hebben ondergaan.

Geen leergang was ingericht voor de kandidaten die de voorbereidende proef voor het examen A wilden ondergaan.

De candidaat-onderluitenen, welke zich in het instructieseskadron bevonden, konden leergangen volgen die, kosteloos, door officieren dezer eenheid werden gegeven.

Deze leergangen waren niet-verplichtend en zij gaven recht op eenige vrijstelling van dienst.

Het is thans nog niet mogelijk te voorzien wanneer deze leergangen zullen hernomen worden, daar de candidaat-onderluitenen allen nog jong in het korps zijn en, noodzakelijkerwijze, al de proeftijden moeten uitdoen, welke voor hunne vorming onontbeerlijk zijn (district voor de mobilisatie, compagnie voor het vervoer en, vervolgens, aan het hoofd eener brigade opdat zij kunnen gekeurd worden voor wat betreft hunne geschiktheid voor het bevelhebberschap).

Indien de noodwendigheden van den dienst het toelaten, zouden deze leergangen — voor het geval dat zij zouden kunnen heringericht worden — noodzakelijkerwijs moeten ingericht worden bij het instructieseskadron of bij het mobiele korps, daar de overige eenheden niet beschikken over het daartoe onontbeerlijke officierskader.

Wegens het afschaffen van het instructie-centrum voor onderluitenen der gendarmerie, kan de post van 7,500 frank, voorzien voor de instructie, gebracht worden op 4,000 frank. Deze vermindering maakt deel uit van het ontwerp tot wijziging dat aan den Minister van Financiën zal worden onderworpen en waarvan sprake in het antwoord op de 9^{de} vraag.

13^{de} VRAAG.

De Commissie is van oordeel dat de « Dienst der bibliotheek » een dubbelganger schijnt te zijn van den « Dienst van het Bestuur ».

ANTWOORD.

De dienst der bibliotheek is geen dubbelganger van den dienst van het bestuur.

De credieten aangevraagd voor den bestuursdienst betreffende de vergoedingen voor bureelkosten, drukwerk, leveringen, registers, enz., die noodig

zijn voor het bestuur van het korps en die verschillen van de credieten bestemd voor den aankoop van boeken, kaarten, plans, tijdschriften, werktuigen voor de bibliotheek van het korps.

Ik heb echter beslist deze bibliotheek af te schaffen en, dienvolgens, het crediet van 1,500 frank welke daartoe op de begrooting voor 1922 was uitgetrokken, te verminderen tot 300 frank, om die tot heden betaalbaar gestelde credieten te dekken.

Deze vermindering maakt deel uit van het ontwerp tot wijziging dat aan den Minister van Financiën zal worden orderworpen en waarvan sprake is in het antwoord op de 9^e vraag.

14^e VRAAG.

De Commissie uit den wensch aanvullende inlichtingen te ontvangen in zake den post van 365,000 frank betreffende den « gezondheidsdienst der officieren, onderofficieren en gendarmen. »

ANTWOORD.

- 1^o Geneeskundige zorgen voor de gendarmen en hunne gezinsleden;
- 2^o Tusschenkomst van de leger- of van de burgerartsen (specialisten) in uitzonderlijke omstandigheden;
- 3^o Kosten van aankoop van onontbeerlijke toestellen of specialiteiten;
- 4^o Kosten bij de bevalling van de vrouwen der onderofficieren en der gendarmen;
- 5^o Artsenijkundige dienst in de gendarmeriebrigades gelegen in de localiteiten waar geen militaire apotheek bestaat.

Volledigheidshalve voeg ik er bij, dat het totaal van dergelijke uitgaven voor het jaar 1921 tot op heden 346,502.11 frank bedraagt.

15^e VRAAG.

Is de marsch-vergoeding van 70,000 frank niet een onnoodige herhaling van de gelijkaardige vergoeding van 97,000 frank welke op bladzijde 9 wordt vermeld?

ANTWOORD.

De marsch-vergoeding der officieren is niet een onnoodige herhaling van de reis- en verblijfsvergoeding.

De marsch-vergoeding is verschuldigd wanneer de officier zich verplaatst met zijne troepen te vergezellen, namelijk in de volgende gevallen :

- a) Voor de dagreizen, aan de officieren die troepen vergezellen welke zich naar instructiekampen begeven of die van garnizoen veranderen;
- b) Voor gansch den duur van afwezigheid, aan de officieren :
 - 1^o Die deeltuitmaken van het bezettingsleger;
 - 2^o Die uitgezonden zijn met troepen voor een reden van algemeene veiligheid (werkstakingen, oproer, rampen en andere, enz.);
 - 3^o Die troepen vergezellen, welke aangewezen zijn om tijdelijk in een

ander garnizoen diegene te vervangen, welke om reden van schietoefeningen of manoeuvres voorloopig afwezig zijn;

4° Die aangeduid zijn om bij gezamenlijke manoeuvres, buiten de instructiekampen, aanwezig te zijn of daaraan deel te nemen;

5° In 't algemeen, aan de officieren die de bij de bewoners ingekwartierde of gehuisveste troepen vergezellen.

Echter zullen de officieren die de troepen vergezellen, welke van hun garnizoen zijn gedetacheerd om aan een eeredienst deel te nemen, de reisvergoeding ontvangen. (Artikel 5 van het Koninklijk besluit van 18 November 1919.)

De reis- en verblijfsvergoeding is verschuldigd aan de officieren en gelijkgestelden voor elken nacht dat zij uit hunne verblijfplaats afwezig zijn uit hoofde van opdracht of wegens elk andere verplaatsing wegens dienst, *afzonderlijk gedaan*, zoowel in België als in het buitenland. (Art. 2 van voormeld Koninklijk besluit.)

De reisvergoedingen worden niet betaald samen met de marschvergoeding of met gelijk welke *bijzondere* verblijfsvergoeding.

Door een onlangs genomen beslissing, heb ik in ruime mate het aantal inspectiën verminderd, welke de officieren van het korps der gendarmerie onverhoeds moeten verrichten.

Daaruit volgt dat het crediet van 97,000 frank voorzien voor reis- en verblijfsvergoedingen kan gebracht worden op 50,000 frank.

Deze vermindering zal vervat zijn in het ontwerp van amendement dat aan den Minister van Financiën zal onderworpen worden, en waarvan gesproken wordt in het antwoord op de 9^{de} vraag.

16^{de} VRAAG.

De Commissie vraagt aanvullende toelichtingen over den post van 260,000 frank bestemd voor de vergoedingen waarvan sprake bladz. 9.

ANTWOORD.

Het crediet van 260,000 frank is bestemd om navolgende uitgaven te dekken :

Terugbetaling der bijkomende kosten voor het vervoer van de meubelen der officieren, onderofficieren en gendarmen die van ambtswege van verblijf veranderen	7,000
Vergoeding voor verhuiskosten der officieren, onderofficieren en gendarmen	150,700
Reis- en verblijfskosten van de officieren van 't leger aangesteld als leden van de examenjury's der gendarmerie	1,000
Kosten van zendingen en reizen der onderofficieren en gendarmen	1,300
Verschillende vervoerkosten, namelijk deze die moeten terugbetaald worden aan het beheer der Staatsspoorwegen en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen	100,000

17^{de} VRAAG.

De Commissie vraagt de onderverdeling van den post van 46,000 frank bestemd voor :

- 1° *De kosten voortvloeiend uit de eerste installatie der brigades en posten;*
- 2° *De jaarwedden der officieren in non-activiteit.*

ANTWOORD.

De som van 40,000 frank werd voorzien in Augustus 1921, bij het opmaken van het begrootingsontwerp, met het oog op de vermoedelijke herinrichting van het korps.

Daar men in 1922 tot deze herinrichting niet komen kon, kan de post van 40,000 frank, voorzien voor de kosten van eerste installatie der brigades en posten van de gendarmerie, evenals voor de jaarwedden der officieren in non-activiteit, gebracht worden op 15,000 frank, onderverdeeld als volgt :

1° Kosten van eerste installatie der brigades en posten (kleine voorwerpen)	fr.	5,000
2° Jaarwedden der officieren in non-activiteit		10,000
Te zamen.	fr.	15,000

Deze vermindering is begrepen in het ontwerp van amendement, over te maken aan den Minister van Financiën, en waarvan sprake is in het antwoord op de 9^{de} vraag.

18^{de} VRAAG.

De Commissie verlangt te weten of de uitgaven, voortspruitende uit het benuttigen van de Gendarmerie in het bezettingsleger begrepen zijn in de begroting voor het moederland; of daarenboven deze laatste begroting ook de uitgaven behelst, voortspruitende uit het benuttigen van het gendarmeriepersoneel toegekend aan het gewest Eupen-Malmedy?

ANTWOORD.

De uitgaven voortspruitende uit het benuttigen van de gendarmerie in het bezettingsleger, zijn begrepen in de begroting voor het moederland.

De uitgaven voortspruitende uit het benuttigen van de gendarmerie in de kringen Eupen-Malmedy, worden insgelijks door gemelde begroting gedragen.



Omstandige opgave der onderscheidene uitgaven en der niet-voorziene uitgaven, welke in de begrooting niet zijn omschreven : 1,519,800.

(Art. 1, Litt. g.)

Dienst van het Beheer.

Vaste vergoeding voor kantoorbehoeften der officieren	"	58,000
Verwarming en verlichting der bureelen	220,000	
Kosten van inbinding voor het officieel militair blad	500	
Drukwerk voor de brigades	18,000	
Contrôle-bladen	250	
Bladen voor de stamnummers	300	
Registers voor de stamnummers	300	
Kartons voor het klasseeren der stukken betreffende het stamnummer	200	
Registers van de bestellers	100	
Bewijsbladen betreffende de kennisgeving der krijgswetten	50	
Kantoorbehoeften der dienstoversten die geene vergoeding voor kantoorbehoeften ontvangen	6,000	
Vergoeding aan de district- en kantoncommandanten voor voorbereidende werken betreffende de mobilisatie (K. B. van 25 Maart 1922, n ^o 11262)	57,725	
Registers, drukwerk, enz. voor de nieuw opgerichte eenheden	10,000	
Uitgaven voor de examen-jury's	1,000	
Kosten van geldverzendingen	2,800	
Kosten van onderzoekzalen voor de geneesheeren en den veeartsenij-kundigen dienst	2,000	
Kosten van postverkeer met de militairen die in het buitenland verblijven	2,600	
Aankoop en onderhoud van brievenbussen voor de brigades	2,200	
Photo's voor de stamnummers-bladen	300	
Eenzelvigheidskaarten voor de onderofficieren en gendarmen	200	
Telefoonverkeer op verre afstand	2,275	
Boeken bestemd voor de onderofficieren en gendarmen (in 1921 werd eene som van 32,000 frank uitgegeven voor handboeken)	30,000	356,800

Dienst der Stallen.

Kosten voor het bestaan der paarden	97,000	
Hoefijzers, nagelen en andere voorwerpen	100,000	
Nagelen Delperrier	400	
Onderhoud van het materieel der rijbaan	1,000	
Vet voor de hoeven der paarden	3,100	
Klein stalmaterieel	15,500	
Verlichting der stallen	7,500	
Onderhoud der fourragewagens	3,200	
Aankoop en onderhoud van haverzakken	2,700	
Aankoop van dekens voor de paarden der mobiele brigade en der mobiele troepen	22,000	
Onderhoud van het paardentuig voor het onderricht der rekruten	6,000	
Kosten voor verpleging der zieke paarden en voor de begraving der krengen	30,000	289,200

Dienst van de Onderrichting.

Kosten voor het onderwijs in het instructiecentrum voor hulp-onderluitenanten van de gendarmerie en bijzondere leergangen	2,500	
Kosten voor het aankopen van voorwerpen in de wapenzaal; cursussen van lichaams oefeningen, enz.	1,500	4,000

Dienst van de Bibliotheek.

Aankoop van boeken, kaarten, plans		300
Geneeskundige zorgen voor de officieren, onderofficieren en gendarmen en voor hunne familieleden		365,000
Begraveniskosten		2,500
Reis- en verblijfskosten van de officieren		50,000
Terugbetaling van de bijkomende kosten van meubelvervoer voor de officieren, onderofficieren en gendarmen die ambtshalve van plaats veranderen	7,000	
Verhuiskosten van officieren, onderofficieren en gendarmen	150,000	
Reis- en verblijfskosten der officieren van het leger aangesteld als leden van de examen jury's van de gendarmerie	1,000	260,000
Zendings- en reiskosten van de onderofficieren en gendarmen	1,300	
Verschillende vervoerkosten, namelijk deze die terug te betalen zijn aan aan het beheer der Staatsspoorwegen en aan de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen	100,000	
Kosten van eerste installatie der brigades en posten	5,000	15,000
Jaarwedden der officieren in non-activiteit	10,000	
Credieten om te gemoet te komen aan onvoorziene uitgaven		119,000
		811,500
Totaal van litt. g. van artikel 1.		1,519,800